

MILA

L'optimisme béat du président d'APW

Pour M. Ammar Had Messaoud, président d'APW et personnage extrêmement controversé de la scène politique locale, la wilaya de Mila n'a jamais connu une telle symbiose, une pareille stabilité basée sur le respect mutuel, la coexistence entre toutes les tendances politiques élues, la cohésion et la cohérence entre toutes les structures locales et une volonté réelle de sortir la wilaya de son marasme, de son dénuement, de sa misère et de son retard accumulé que sous l'ère de l'actuel wali "Si Djamel-Eddine Salhi".

Pour les plus avertis, la nuance est de taille et l'allusion est toute indiquée, car elle ne peut aller au-delà de l'époque du wali précédent, M. Mokhtar Tahidousti (septembre 1999 - septembre 2004), nommé depuis, inspecteur général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, et avec lequel le président d'APW ne s'entendait nullement, plus même, les deux responsables évoluaient à "couteaux tirés", pour incompatibilité d'humeur, d'humour et de conception des choses diamétralement opposées. Depuis l'avènement donc du nouveau wali qui a su d'emblée exploiter ce conflit tout semble baigner dans l'huile entre les uns et les autres et c'est tant mieux pour tout le monde.

Dans un point de presse improvisé, le président d'APW, avec un optimisme débordant, parla de la nouvelle politique tracée par les responsables en place. La prise en charge efficiente, de tous les dossiers relatifs au développement local, la réactivation de toutes les commissions et le relancement de tous les projets en instance ou non encore lancés pour une raison ou pour une autre. Ainsi, et pour contourner l'épineux et non moins crucial problème du foncier urbain qui handicape sérieusement tout développement harmonieux de la ville, les autorités locales comptent lancer l'idée de création d'une nouvelle-ville à Ouled-

Bouhama, située à quelques encablures sur les hauteurs de Mila (bien connue pour sa source thermale), mais avant cela et pour parer au plus pressé, les responsables de wilaya tiennent d'abord à changer ce visage hideux du chef-lieu qui n'arrive pas à se débarrasser de sa ruralité, en mettant, pour commencer, à exécution, un plan d'aménagement de l'entrée de la ville, pour une AP de 17 milliards appelée à être rallongée au fur et à mesure. Comme ils tiennent également à dépoussiérer les dossiers des assiettes foncières laissées en instance pour raison de situation juridique non encore élucidée, récupérer le maximum de ces assiettes litigieuses ainsi que les nombreuses poches communales et domaniales situées dans le périmètre urbain et contenant de vieilles bâtisses insalubres pour y implanter des projets modernes et viables. Encourager les promoteurs du logement social participatif (LSP), en dégageant le maximum d'assiettes appropriées et en agréant tous les dossiers techniquement fiables.

A cet effet, le président d'APW compte lancer un défi pour 2005 : le lancement de 3500 logements répartis entre le social (1500) le LSP (1000) et le rural (1000) ainsi que le lancement de tout le programme complémentaire accordé à la wilaya par le président de la République lors de son passage en janvier 2004 et estimé à

près de 600 milliards de centimes. Le président d'APW estime également que les autorités de wilaya sont décidées d'assainir le dossier du CALPI en supprimant d'abord toutes les embûches bureaucratiques qui empêchent certains investisseurs de réaliser leur projet et, en contrepartie, récupérer toutes les assiettes et les poches attribuées à des faux investisseurs et ce, quelle que soit leur nouvelle situation (vendues à des tiers personnes ou érigées en résidence familiale).

Tout investisseur doit être orienté vers la zone d'activité de son choix où il trouvera toutes les commodités et les facilités nécessaires, plus aucune poche située dans le périmètre urbain ne sera désormais affectée à ce genre d'activité. Parlant de l'importance des routes dans le désenclavement de la wilaya, le président d'APW insiste sur la qualité et la consistance des travaux en soulignant que la nouvelle politique consiste désormais à réaliser de petits tronçons répondant aux normes requises plutôt que de jouer sur la quantité au détriment de la qualité et continuer alors à tourner en rond dépensant beaucoup d'argent sans pour autant venir à bout de ce problème définitivement.

Dans ses projections futures, le président de l'Assemblée de wilaya, insiste sur le développement de la zone d'extension touristique (ZET) située sur le périmètre du barrage de Béni-Haroun et à proximité de la future zone industrielle de Bellara. Cette zone est appelée à devenir un véritable pôle touristique et de loisirs en y recevant différents équipements tels que : hôtels, restaurants, auberges, relais, station thermique, aires de détente et de loisirs, etc. Sur un autre volet et concernant

les 131 logements attribués à Mila et dont la commission de recours de wilaya n'a pas encore rendu son verdict pour causes de défaillances apparues sur certains ensembles (40 logements parmi les 131 attribués), le président d'APW promet que la liste définitive sera affichée dès que le rapport du bureau d'études chargé du suivi sera conclu (mars-avril au plus tard). Concernant les subventions allouées en 2004 par l'Assemblée de wilaya, le président considère qu'elles sont encore loin de satisfaire les besoins réels de la wilaya. Mais des efforts supplémentaires vont être apportés. Ces subventions se répartissent pour l'exercice 2004 comme suit : 15 milliards pour les communes, 1,2 milliard pour les associations sportives, 300 millions pour les associations culturelles et 1 milliard pour les mosquées.

Questionné sur les points ou dossiers qu'il considère prioritaires pour la wilaya, M. Had Messaoud les énumère comme suit : moderniser le visage du chef-lieu de wilaya, faire appel et encourager par tous les moyens l'investissement privé dans tous les secteurs d'activités, maintenir et imposer une cadence acceptable dans la réalisation des routes, de l'électrification rurale, de la généralisation du gaz de ville, de l'AEP et de l'assainissement, la réalisation du centre universitaire de Mila et enfin, la création d'une station radio locale.

Mila va-t-elle enfin connaître un rythme de croissance conséquent dans son développement global et intégré ? C'est du moins ce que promet M. Ammar Had Messaoud, président d'APW, au nom de toutes les autorités locales, et c'est tout le mal que tout un chacun lui souhaite !

A. M'haimoud

BATNA / CHAMBRE D'AGRICULTURE

L'ancien président reconduit



80 sur les 108 membres de l'assemblée générale ont participé au renouvellement des instances de la Chambre d'agriculture de Batna, jeudi dernier, de par l'élection du conseil de la Chambre, le conseil d'administration et le président.

Sur les sept associations, celle des bovins s'est retirée prétextant que le jeu était verrouillé d'avance. Après l'adoption des rapports moral et financier par la majorité, un membre a proposé l'utilisation de l'excédent financier à la construction d'un siège pour la Chambre.

Avec le retrait d'une association, le conseil de la Chambre est passé de 42 à 37. En effet le conseil se compose de cinq membres par association (6x5) en plus d'un représentant par prestation de services. Sur ce point la wilaya de Batna compte 27 coopératives polyvalentes de services, cinq coopératives avicoles, une coopérative apicole, une coopérative de culture industrielle (tabac) sept collecteurs de lait, la CCLS et l'Association des jeunes investisseurs.

Sitôt élus, les 37 membres du conseil ont désigné à leur tour le conseil d'administration qui se compose de six représentants des associations et trois représentants des prestataires de services. Ces derniers ont reconduit l'ancien président qui était candidat unique.

H. M.

Le barrage Vert des Aurès souffre des hommes et de l'avancée du désert

On se souvient du fameux programme lancé bien avant 1970 par le gouvernement algérien de l'époque, à savoir la construction d'un barrage vert constitué d'arbres afin de protéger la région fertile du nord du pays de l'avancée du désert.

Des jeunes et des moins jeunes entre militaires et civils ont souffert mais aujourd'hui, des couloirs de progression du sable sont constatés un peu partout. Des arbres sont morts soit à cause de maladies, ou à des actions négatives de l'homme, préoccupé beaucoup plus par ses intérêts personnels immédiats que par un environnement viable qui servira les générations futures.

L'APW de Batna a, dans une récente recommandation, demandé aux responsables concernés par la protection de l'environnement et des forêts de procéder à la replantation d'arbres dégradés ainsi que le traitement des arbres souffrants le long du barrage Vert qui sépare les Aurès des régions du sud du pays. Tout en annonçant le reboisement des terres appartenant au domaine public, à raison de 500 hectares par an de 2005 à 2009, les services concernés expriment leurs incapacités à procéder à la replantation d'arbres dans bon nombre de périmètres nécessitant des reboisements et des traitements puisque les terres concernées appartiennent à des particuliers qui veulent les récupérer.

Cette situation échappe à tout contrôle. Des arbres sont morts et tout est à l'abandon dans les zones litigieuses. Une solution à ce problème est urgente, soit en encourageant les propriétaires des terres à verser dans l'arboriculture à outrance, soit en les compensant pour permettre un reboisement efficace et l'existence d'un barrage vert compact face aux assauts incessants du sable.

Nasreddine Bakha

JIJEL

Quand le chauffage fait défaut

Ces dernières années, il est devenu évident que les établissements scolaires connaissent un certain nombre de problèmes, notamment un manque de commodités influant négativement sur la scolarité des élèves.

Aux dégradations de certains bâtiments scolaires vétustes, attendant toujours rénovation parfois depuis des années, s'ajoute l'absence totale de chauffage central dans bon nombre d'établissements. Il est vrai que dans certaines écoles il existe, mais dans bien des cas il fonctionne très mal pour ne pas dire qu'il est carrément défectueux, c'est le cas du lycée El-Kendy. De plus en plus d'établissements de la wilaya de Jijel, se trouvant en zone rurale tout comme en zone urbaine, et souffrant de l'absence de chauffage dans les salles de cours,

ont rudement ressenti le froid glacial notamment avec un hiver aussi rigoureux que celui de cette année. Des élèves comme ceux des lycées d'El-Kendy et Mohamed-Seddik Benyahia dans les villes de Jijel et d'El-Milia sont sortis de leur silence il y a quelque jours pour s'insurger contre le non-équipement de leurs salles de cours en chauffage. Ce malaise qui perdure depuis des semaines les a conduits à des arrêts de cours. D'après une source non-officielle le chauffage fait défaut dans

des dizaines d'établissements scolaires de la commune d'El-Milia qui, durant des années après leur ouverture, restent non-équipés.

En plus des écoles des zones enclavées qui demeurent à ce jour non chauffées et dépourvues de chauffage, il est curieux de constater que les classes de CEM anciens à l'instar de ceux de Fridja-Slimane et Khellallah-Ammar en plein centre-ville de Jijel ne seraient pas chauffés. Des parents d'élèves de ces deux établisse-

ments nous ont fait part des soucis et du ras-le-bol de leur progéniture qui a du mal à suivre les cours normalement après la baisse du mercure. En réponse à notre question sur ce problème qui se pose avec acuité dans certaines localités, un chef d'établissement nous rétorquera sèchement que «les responsables de la direction de la wilaya sont au courant du problème et qu'on n'y peut rien à notre niveau, faute de crédit alloué par notre tutelle».

F. M.

Lever du dispositif

Le dispositif mis en place le premier jour des intempéries qui ont frappé le territoire de la wilaya de Jijel de bout en bout, a été levé ce samedi après-midi, avons-nous appris auprès d'une source autorisée.

Au fait, la cellule de crise conduite sous la houlette d'un chef d'exécutif intraitable, a réussi en plus de la réquisition du personnel des admi-

nistrations locales, la mobilisation d'une centaine d'engins tous types confondus pour les travaux de déneigement et de réouverture de routes.

Des moyens aériens (hélicoptères) ont été aussi déployés pour venir en aide aux foyers de hameaux restés jusque-là inaccessibles par voie terrestre.

F. M.